

Mai 2003

**LE GOUVERNEMENT ET LE MEDEF VEULENT  
ENCORE RABOTER NOS RETRAITES ...  
ET NOUS FAIRE TRAVAILLER JUSQU'A 65 ANS !  
IMPOSONS LE RETRAIT DU PLAN FILLON !  
TOUTES ET TOUS EN GREVE LE 13 MAI !**

Le plan du ministre du travail Fillon amènerait une grave régression sociale :

**Salariés d'AF, des filiales et sous-traitance, nous dépendons du régime général des retraites.**

- ❑ Les retraités du régime général touchent 50% d'un salaire de référence payé par la Caisse des retraites, et à peu près 25% en plus par les Caisses de retraites complémentaires (ARRCO-AGIRC).

**Nous subissons déjà à plein les réformes Balladur de 1993 :**

- ❑ allongement du temps de cotisations obligatoires pour avoir une retraite à taux plein, de **150** ( 37,5 annuités ) à **160** trimestres ( 40 annuités ).
- ❑ indexation des retraites, non plus sur l'évolution moyenne des salaires, mais sur les prix, ce qui ampute le pouvoir d'achat des retraités ;
- ❑ calcul du salaire de référence sur les **25 meilleures années**, au lieu des **10 meilleures années** auparavant, ce qui baisse automatiquement ce salaire de référence.

Fillon veut encore aggraver la situation des retraites du régime général : Il veut nous amener tous en **2012 à ... 41 annuités**, en **2020 à ... 42**. Le MEDEF en revendique 45 ! En pratique, tous ceux et toutes celles d'entre nous né(e)s après 1960 ne pourraient avoir une retraite complète qu'en travaillant au delà de 60 ans : 61, 62, 65 voire plus selon l'âge d'entrée dans la vie active ... et le nombre d'années de chômage.

**Cela signifie dire travailler plus longtemps, et avoir une retraite en peau de chagrin !**

## **UN CHOIX D'ABORD ET AVANT TOUT PATRONAL !**

Bien sûr, le nombre de retraités va augmenter, ainsi que l'espérance de vie des anciens, et c'est un progrès social. Aussi, il est normal que la société assure à tous, **par le système de retraite par répartition**, un niveau de vie correct.

**Nous produisons des richesses par notre travail, elles doivent évidemment d'abord financer l'éducation, les retraites, la santé ... !**

En augmentant progressivement dans les 40 années qui viennent de 6,5 % la part du Produit Intérieur Brut ( PIB : l'ensemble des richesses produites par an ) consacrée aux retraites, il est possible de maintenir équilibré le système de retraite par répartition.

Cette augmentation est exactement la même que celle effectuée les 40 dernières années (entre 1960 et 2000). Cela est d'autant plus réalisable que d'ici 40 ans, le PIB aura au moins doublé... comme il a doublé entre 1955 et 1990 ... et alors, où est donc le problème ?

Le problème est simple : Le MEDEF et le gouvernement ne veulent pas augmenter la part des richesses consacrée aux salariés et aux retraités - le MEDEF refuse toute augmentation patronale de ses cotisations -, tout comme ils veulent diminuer la part consacrée à la santé et à l'éducation.

**Leur projet : rémunérer toujours plus les actionnaires. En 20 ans, 10% du PIB est passé de la poche des salariés à celle des patrons !**

Pour les retraites, leur solution est simple :

Même si la population d'actifs et retraités augmente, ils veulent que la part des richesses dont nous disposons n'augmente pas.

D'où leur scandaleux projet qui va amener à :

- baisser le niveau de vie des retraités ;
- quitter la vie active avec des retraites incomplètes ;
- pousser les salariés, du moins ceux qui en auront les moyens, à amputer leur salaire pour souscrire à des fonds de pensions privés pour s'assurer une retraite.

**Refusons une régression sociale qui nous ramènerait à la situation des années 60 où 30% des retraités vivaient dans la misère** ( tous les chiffres sont issus du

Document du Conseil d'Orientation des Retraites, Documentation française, février 2003 )!

**Fillon veut nous imposer aujourd'hui ce que le gouvernement Juppé n'avait pas réussi à imposer en 1995** : âgé(e)s de 50, 40 ou 25 ans, nous sommes tous visés et concernés par cette attaque. Ce sont nos conditions de vie d'actifs et de retraités qui sont en jeu pour les dizaines d'années qui viennent.

Depuis plusieurs semaines et notamment depuis le 6 mai un grand nombre d'enseignants sont en grève.

Le 13 mai, l'ensemble des syndicats appelle à la mobilisation. A la SNCF, aux Impôts, à France Télécom, à la RATP, des appels unitaires à la reconduction de la grève après le 13 ont déjà été lancés.

Raffarin nous dit que sa décision est « irrévocable », ( Juppé disait la même chose en 1995 ! ). Nous savons que pour le faire reculer, il va falloir mouiller sa chemise. Nous devons d'abord répondre massivement présent pour la grève le 13 mai avec les salariés du public, comme du privé.

Mais nous disons aussi à tous les syndicats et aux salariés Du transport aérien, qu'il faudra continuer l'action après le 13 mai, avec les autres salariés du pays, pour imposer le retrait du plan Fillon. **Le prix d'une grève est sans commune mesure avec les pertes que veut nous imposer le gouvernement !**



**Toutes et tous en grève le 13 mai pour : le retour à 37,5 annuités, le calcul de la retraite sur les 10 meilleures années, 75 % minimum du meilleur salaire, le droit au départ à 55 ans pour les métiers pénibles.**

---

**SUD Aérien** – 1 avenue du Maréchal Devaux - 91551 PARAY VIEILLE POSTE CEDEX

Tél : 01.41.75.20.85 - Fax : 01.41.75.64.02 - E-mail : [sudaf@wanadoo.fr](mailto:sudaf@wanadoo.fr)

Site web : [sud-aerien.org](http://sud-aerien.org)